



Contre la xénophobie, le racisme et la violence envers les femmes !

Le Groupe de travail sur la migration mondiale et les femmes dénonce toutes les formes de violence envers les femmes. Mais nous condamnons tout aussi fermement « l'altérisation » des auteurs de la violence basée sur le genre, comme on a pu l'observer suite aux cas de harcèlement et aux attaques à caractère sexuel dont ont été victimes des femmes au centre de Cologne lors du Nouvel an 2015. Ces événements ont immédiatement entraîné dans les médias et les commentaires politiques une réaction xénophobe et raciste effrayante, qui a mené à des agressions physiques sur des hommes migrants et réfugiés au nom de la « protection des femmes ».

Nous rejetons avec véhémence les stigmatisations des hommes noirs et musulmans. Les stéréotypes, le profilage racial et religieux de leur comportement sexuel et/ou de leur misogynie, sans la moindre preuve suggérant que les hommes migrants sont davantage susceptibles que d'autres hommes de commettre des actes sexuellement agressifs, sont des réactions à la fois racistes et xénophobes. En Europe, cette précipitation pour la défense des femmes est utilisée pour nourrir le sentiment anti-immigrant et anti-réfugié et pour repousser les nouveaux arrivants qui cherchent désespérément un refuge dans leur fuite face à la guerre et à l'oppression. Ce recours à la violence au nom de la « protection de nos femmes » fait tristement écho à l'histoire des esclaves noirs aux États-Unis ou des peuples colonisés en Afrique, en Asie, dans le Pacifique, en Amérique latine, aux Caraïbes et au Moyen-Orient.

Toutes les femmes devraient être protégées de la violence sexuelle ou basée sur le genre, quel que soit le statut migratoire de la femme ou des auteurs de tels actes. Les femmes sont agressées par des personnes dont elles croisent la route, quelle que soit la race, la religion, la nationalité ou la patrie de naissance des victimes et des agresseurs. Cet état de fait est confirmé par les expériences des femmes migrantes, tant dans leur pays d'origine que dans celui de transit ou de destination.

Les femmes migrantes et réfugiées sont confrontées à des risques particuliers - notamment en tant que femmes, migrantes, travailleuses précarisées, ou en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre, de leur religion, de leur statut migratoire dépendant et dans de nombreux cas aussi de leur statut de femmes noires, de femmes de couleur ou de femmes du Sud en général. Le profilage, le préjudice et la discrimination restreignent leur accès à l'aide sociale, médicale, psychologique et juridique, accentuant ainsi les risques qu'elles encourent à chaque étape de leurs voyages.

La violence sexuelle se manifeste dans leur pays d'origine (et est souvent l'une des raisons qui poussent les femmes sur les chemins de la migration), mais également au cours des voyages qu'elles entreprennent. Parmi les exemples de différents continents, citons les rapports constants de viol et de prédation sexuelle envers des femmes qui parcourent le couloir migratoire méso-américain en Amérique centrale - 80 % des femmes en transit via le Mexique

subissent l'une ou l'autre sorte d'abus sexuel - et la violence sexuelle routinière commise par les gangs de passeurs Magumaguma à la frontière entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud.

Dans les pays de destination, les femmes migrantes courent un risque important de violence sexuelle et basée sur le genre en raison de la précarité de leur statut de migrantes et des restrictions économiques et d'emploi qui leur sont imposées. Les travailleuses domestiques dans les États du Golfe et en Europe, les travailleuses de l'industrie du sexe dans les pays d'Europe et d'Afrique, les ouvrières du textile dans certains pays du Machreq et d'Asie ou encore les travailleuses agricoles en Asie Pacifique et en Amérique du Nord, les femmes issues de pays subsahariens et d'Asie exploitées comme au pairs en Europe, les femmes détenues aux États-Unis subissant les abus des surveillants et les travailleuses des maquilas à la frontière entre les États-unis et le Mexique, ne sont que quelques exemples parmi des myriades. Selon l'OIT, les femmes constituent 98 % des travailleurs victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle dans l'économie privée et 40 % des travailleurs victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail.

Les femmes migrantes sont non seulement en danger en dehors de leurs communautés, mais aussi au sein même de ces communautés, car elles sont souvent mal informées et manquent de ressources et de réseaux dans les pays hôtes pour modifier la situation domestique dans laquelle elles se trouvent ou s'y opposer. Les femmes migrantes sans papiers craignent de dénoncer les violences domestiques car elles risquent la détention ou la déportation. Toutes les femmes migrantes sont confrontées à de nombreuses barrières pour accéder aux services préventifs, curatifs et de soutien, **et en particulier aux services publics tels que la santé, les gardes d'enfants, les services sociaux et juridiques, en raison de politiques peu sensibles à leur culture ou à leur langue qui discriminent les femmes.**

Le Groupe de travail affirme dès lors que l'augmentation de la violence envers les femmes ne peut être imputée à la migration, mais est plutôt le fait d'une augmentation des expressions patriarcales et nationalistes de la culture et de l'identité, provenant de systèmes et de conditions socio-économiques, dans presque tous les pays et toutes les sociétés de par le monde.

Par ailleurs, un croisement complexe entre le racisme, la violence basée sur le genre et la xénophobie devient un phénomène patriarcal mondial et se fait sentir dans les sociétés contemporaines tant homogènes que pluralistes, où différentes cultures, coutumes et codes coexistent et interagissent.

Le Groupe de travail pense que le fait « d'externaliser » la violence envers les femmes comme un problème « d'autres », d'outsiders de et dans les régions du Sud en général et de monter un groupe marginalisé contre un autre, est une réponse sournoise, anti-féministe, anti-migrant/réfugié et dangereuse. Par contre, favoriser la solidarité des groupes opprimés, c'est ouvrir la voie vers les réponses, car cette démarche exige que chacun de nous dépasse ses propres préjugés, les inégalités et la discrimination dans nos propres contextes, et les systèmes globaux de puissance et de privilège post-coloniaux qui engendrent et attisent le racisme, la xénophobie et la violence envers les femmes.

Le Groupe de travail sur la migration mondiale et les femmes apporte une perspective de genre, de race et de classe aux réalités des femmes dans la migration et plaide en faveur d'un développement et d'une politique migratoire basés sur les droits humains, aux niveaux national, régional et mondial. Le Groupe de travail se compose d'organisations de droits des migrants, de syndicats, d'organisations féministes et confessionnelles de toutes les régions du monde.